Num. 42

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

1864

Torino dalla Tipografia G. Favale e C., via Bertola, n. 21. — Provincie con mandati postali affrancati (Milano e Lombardia anche presso Brigola). Fuori Stato alle Direzioni postali.

Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato. — Le associazioni hanno principio col 1° e col 16 di ogni mese.
Inserzioni 25 cent. per linea o spazio di linea.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE		Anno	Semestre	Trimestre
Per Torino	L.	40	21	11
» Provincie del Regno	»	48	25	13
» Svizzera	»	56	30	16
» Roma (*franco ai confini*)	»	50	26	14

TORINO, Giovedì 18 Febbraio

PREZZO D'ASSOCIAZIONE		Anno	Semestre	Trimestre
Stati Austriaci e Francia	L.	80	46	26
— detti Stati per il solo giornale senza i Rendiconti del Parlamento	»	58	30	16
Inghilterra e Belgio	»	120	70	36

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA REALE ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

Data	Barometro a millimetri			Termomet. cent. unito al Barom.			Term. cent. espost. al Nord			Minim. della notte	Anemoscopio			Stato dell'atmosfera		
	m. o. 9	mezzodì	sera o. 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3		matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3
17 Febbraio	728,22	726,30	726,36	+ 1,8	+ 6,8	+11,2	+ 0,3	+ 3,8	+ 8,4	— 2,0	S.O.	E.N.E.	O.N.O.	Coperto nebbioso	Nuvolette	Sereno con vento

PARTE UFFICIALE

TORINO, 17 FEBBRAIO 1864

Il N. 1631 della Raccolta Ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene il seguente Decreto:

VITTORIO EMANUELE II
Per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello Statuto del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Articolo unico.

Piena ed intiera esecuzione sarà data al Trattato di commercio e di navigazione conchiuso tra il Regno d'Italia e l'Impero di tutte le Russie, e sottoscritto in S. Pietroborgo addì 16|28 del mese di settembre mille ottocento sessantatrè, e le cui ratificazioni furono ivi scambiate addì tredici novembre ultimo scorso.

Ordiniamo che il presente Decreto, munito del Sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 28 gennaio 1864.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI-VENOSTA.

VITTORIO EMANUELE II
Per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Un Trattato di commercio e di navigazione tra l'Italia e l'Impero di tutte le Russie essendo stato conchiuso e sottoscritto dai rispettivi Plenipotenziari a S. Pietroborgo addì sedici/ventotto del mese di settembre del corrente anno mille ottocento sessantatrè,

Trattato del tenore seguente:

Au nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité. Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, animés du désir d'étendre et de faciliter les relations commerciales entre leurs Etats et sujets respectifs, ont résolu de conclure un Traité à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, le Marquis Joachim Napoléon Pepoli, Chevalier Grand'Croix, décoré du Grand Cordon de son Ordre des Saints Maurice et Lazare, Député au Parlement national et son envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de la Cour Impériale de Russie;

Et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le Prince Alexandre Gortchakow, Vice-Chancelier et Conseiller privé actuel, Membre du Conseil de l'Empire, Chevalier des Ordres de Russie, de St-André en diamans, de St-Wladimir de la 1.ère classe, de St-Alexandre Newsky, de l'Aigle Blanc, de Sainte Anne de la 1.ère classe, et de St-Stanislas de la 1 ère classe, de l'Ordre de l'Annonciade, de la Toison d'or d'Espagne, Grand'Croix de la Légion d'Honneur de France, de St-Etienne d'Autriche, de l'Aigle Noir de Prusse en diamans et de plusieurs autres Ordres étrangers; et le Sieur Michel de Reutern, Conseiller privé, Secrétaire d'Etat et Ministre des Finances, Chevalier des Ordres de St-Wladimir de la 2.de classe, de Sainte Anne 1.ère classe, ornée de la Couronne Impériale, et de St-Stanislas 1.ère classe, lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivants:

Art. 1. Il y aura entre tous les Etats des deux Hautes Parties contractantes liberté réciproque de commerce et de navigation.

Les sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes pourront respectivement entrer en toute liberté et securité, avec leurs navires et cargaisons dans toutes les places, ports et rivières des Etats et possessions de l'autre, dont l'entrée est ou pourra être permise à d'autres étrangers.

Les sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes, en se conformant aux lois du pays, auront pleine liberté avec leurs familles d'entrer, de voyager, ou séjourner dans quelque partie que ce soit des Etats et possessions de l'autre Partie contractante et ils jouiront à cet effet pour leurs personnes et leurs biens de la même protection et sécurité que les nationaux.

Ils pourront exercer le commerce tant en gros qu'en détail.

Ils auront la faculté dans les villes et ports de louer ou posséder les maisons, magasins, boutiques et terrains qui leur seront nécessaires; sans être assujétis à des taxes soit générales, soit locales, ni à des impôts ou obligations de quelque nature qu'ils soient autres que ceux qui sont ou pourront être établis sur les nationaux.

Ils pourront effectuer des transports de marchandises et d'argent, recevoir des consignations tant de l'intérieur que de l'étranger en ne payant d'autres ou de plus forts droits que ceux que payent les nationaux.

Ils auront pleine et entière liberté de fixer les prix des biens, marchandises ou objets quelconques tant importés que nationaux, soit q'on les vende à l'intérieur ou q'on les exporte, sauf à se conformer aux lois et réglemens du pays.

Ils pourront exercer leur commerce soit en personne, soit par l'intermédiaire d'agens de leur choix; sans être tenus pour cette raison à payer une indemnité ou rétribution quelconque soit à des individus, soit à des corporations privilégiées.

Ils ne seront assujétis pour leurs personnes ou propriétés, ni pour leur passeports, permis de séjour ou d'établissement, ni en raison de leur commerce ou de leur industrie, à des taxes soit générales soit locales, ni à des impôts mobiliers ou immobiliers, ou obligations de quelque nature que ce soit, autres ni plus onéreux que ceux qui sont ou pourront être établis pour les nationaux.

Et de la même manière ils jouiront en matière de commerce, de navigation et d'industrie, de tous les droits, priviléges, libertés, immunités, exemptions et autres faveurs quelconques dont jouissent ou jouiront les nationaux.

Il est entendu toutefois que les stipulations qui précèdent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et réglemens spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police en vigueur dans chacun des deux pays et applicables à tous les étrangers en général.

Art. 2. Seront respectés les habitations et magasins des sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes dans les Etats et possessions de l'autre, ainsi que tous les terrains qui en dépendent servant soit à la demeure, soit au commerce. S'il y avait lieu à faire une perquisition ou visite domiciliaire dans ces habitations et terrains, ou bien à inspecter ou visiter les livres, papiers, ou comptes il ne sera procédé à une telle mesure qu'en vertu d'un arrêt légal ou d'un ordre par écrit d'un Tribunal ou de l'Autorité compétente.

Les sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes dans les Etats et possessions de l'autre auront libre accès dans les Tribunaux pour défendre ou poursuivre leurs droits. Ils jouiront sous ce rapport des mêmes droits et priviléges que les sujets du pays et seront, comme ceux-ci, libres de se servir en toute cause, de leurs avocats, fondés de pouvoirs ou agens pris parmi les personnes que les lois du pays autorisent à exercer cette espèce de profession.

Art. 3. Les sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes dans les Etats et possessions de l'autre auront pleine liberté d'acquérir, de posséder et d'aliéner toute espèce de propriété que les lois du pays permettent ou permettront aux étrangers de quelque nation que ce soit, d'acquérir et de posséder. Ils pourront en faire l'acquisition et en disposer soit par achat, vente, donation, échange, mariage, testament, succession *ab intestat*, soit de toute autre manière, sous les mêmes conditions que les lois du pays établissent ou établiront pour tous les étrangers. Leurs héritiers et ayants-cause pourront hériter et prendre possession d'une telle propriété soit en personne, soit par des agens agissant en leur nom, de la même manière et dans les mêmes formes légales que les sujets du pays. En l'absence d'héritiers et d'ayants-cause, il sera procédé à l'égard de la propriété de la même manière qu'à l'égard d'une propriété semblable appartenant à un sujet du pays et se trouvant dans les mêmes conditions.

Dans aucun des cas précités, il ne sera payé à raison de la valeur de la propriété d'autres ni de plus forts impôts, droits ou charges, que ceux que payent ou payeront les sujets du pays. Dans tous les cas il sera permis aux sujets des Hautes Parties contractantes d'exporter librement leur propriété ou le produit de la vente, si elle a été vendue, sans être assujétis, à cause de l'exportation, à payer un droit quelconque comme étrangers ni en général des droits autres ou plus élevés que ceux auxquels les sujets du pays sont ou seront assujétis en pareille circonstance.

Art. 4. Les sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes dans le Etats de l'autre seront exempts de tout service militaire forcé, soit dans les armées de terre ou dans la marine, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils seront également dispensés de toute charge et fonction judiciaire ou municipale quelconque, ainsi que de toute contribution soit pécuniaire, soit en nature, établie à titre d'équivalent du service personnel, enfin de tout emprunt forcé et de toute prestation ou réquisition militaire. Seront toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession d'un bien-fonds ou d'un bail et les prestations et les réquisitions militaires auxquelles tous les sujets du pays peuvent être appelés à concourir comme propriétaires fonciers ou comme fermiers.

Art. 5. Toutes les marchandises et tout article de commerce, produits du sol ou de l'industrie, soit des Etats et possessions de Sa Majesté l'Empereur de Russie, soit d'un autre pays quelconque, qui peuvent ou qui pourront être légalement importés dans les ports des Etats et possessions de Sa Majesté le Roi d'Italie par des sujets ou par des navires italiens pourront également y être importés par des sujets ou par des navires russes sans payer d'autres ni de plus forts droits de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des Autorités locales, ou d'établissemens particuliers, que si ces marchandises et articles de commerce étaient importés par des sujets ou navires italiens.

Et réciproquement toutes les marchandises et tout article de commerce, produits du sol ou de l'industrie soit des Etats et possessions de Sa Majesté le Roi d'Italie, soit d'un autre pays quelconque, qui peuvent ou pourront être légalement importés dans les ports des Etats et possessions de Sa Majesté l'Empereur de Russie par des sujets ou par des navires russes pourront également y être importés par des sujets ou par des navires italiens sans payer d'autres ni de plus forts droits de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des Autorités locales ou d'établissemens quelconques, que si ces marchandises et articles de commerce étaient importés par des sujets ou navires russes.

Cette réciproque égalité de traitement aura son effet sans distinction de provenance, soit que la marchandise ou article de commerce arrive directement du pays de son origine, soit qu'il arrive de tout autre pays.

Art. 6. De la même manière il y aura parfaite égalité de traitement pour l'exportation, de sorte que les mêmes droits seront accordés dans les Etats de chacune des deux Hautes Parties contractantes à l'exportation d'un article quelconque qui peut ou qui pourra être légalement exporté sans distinction que l'exportation se fasse par des sujets ou des navires italiens ou par des sujets ou des navires russes et quelle qu'en soit la destination, soit pour un port ou un territoire de l'autre Partie contractante, soit pour un port ou territoire d'une Puissance tierce quelconque.

Art. 7. Il y aura réciproquement la même égalité de traitement pour l'emmagasinage, pour le commerce de transit et pour la réexportation ainsi que pour les primes facilités et remboursemens de droits qui sont ou pourront être accordés par la législation de l'un ou de l'autre pays; l'intention et la volonté des deux Hautes Parties contractantes étant qu'aucune préférence, ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. 8. Il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans les Etats de Sa Majesté le Roi d'Italie d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie des Etats et possessions de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, de quelque place qu'il arrive, et il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans les Etats et possessions de Sa Majesté l'Empereur des toutes les Russies, d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie des Etats de Sa Majesté le Roi d'Italie, de quelque place qu'il arrive, que ceux qui sont ou seront payés pour le même article, produit du sol ou de l'industrie d'un autre pays étranger quelconque; et il n'y aura aucune prohibition pour l'importation d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie des Etats et possessions de l'une des deux Hautes Parties contractantes dans les Etats et possessions de l'autre, laquelle ne s'étendra pas également à l'importation des mêmes articles, produits du sol ou de l'industrie d'un autre pays quelconque.

Art. 9. Il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits ou charges dans les Etats et possessions de l'une des Parties contractantes sur l'exportation pour les Etats et possessions de l'autre d'un article quelconque, que ceux qui sont ou seront payés à l'exportation du même article pour un autre pays étranger quelconque, et l'exportation d'un article quelconque des Etats et possessions de l'une des deux Parties contractantes pour les Etats et possessions de l'autre ne sera frappée d'aucune prohibition qui ne s'étendra pas également à l'exportation du même article pour tout autre pays.

Art. 10. Aucune priorité ou préférence quelconque ne sera accordée directement ou indirectement par l'une ou l'autre des Parties contractantes, ni par aucune compagnie, corporation, ou agent agissant en son nom ou par son autorité, pour l'achat d'aucun objet de commerce légalement importé, par considération ou préférence pour la nationalité du bâtiment qui qui aurait importé lesdits objets, soit qu'il appartienne à l'une ou à l'autre des Hautes Parties contractantes dans les ports de laquelle ces objets de commerce auront été importés, l'intention et la volonté précise des Hautes Parties contractantes étant qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. 11. Les Hautes Parties contractantes désirant assurer, chacune dans ses propres Etats, une complète et efficace protection contre la fraude à l'industrie manufacturière de l'autre, sont convenues que toute contrefaçon ou imitation frauduleuse, dans l'un des deux pays, des marques de fabrique ou de métier primitivement apposées, *bona fide*, à des marchandises produits de l'autre pays, pour constater leur origine et leur qualité, sera sévèrement interdite et réprimée. Sa Majesté le Roi d'Italie s'engage à recommander à son Parlement d'adopter telles mesures qui pourront mettre Sa Majesté à même de faire exécuter de la manière la plus complète les stipulations du présent article.

Art. 12. Les titres émis ou garantis par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et cotés à la Bourse de Turin seront admis à la cote officielle des Bourses de Russie. Réciproquement, les titres émis ou garantis par le Gouvernement Impérial Russe, et cotés à la Bourse de Saint-Pétersbourg seront admis à la cote officielle des Bourses d'Italie.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux valeurs émises avec lots ou primes attribuant au prêteur ou porteur de titres un intérêt inférieur à 3 p. 0|0, soit du capital nominal, soit du capital réellement emprunté, si celui-ci est inférieur au capital nominal.

Art. 13. Les navires italiens entrant dans un port de l'Empire de Russie et réciproquement les navires russes entrant dans un port de l'Italie et qui voudraient y décharger toute ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, pourront, en se conformant toutefois aux lois et réglements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays soit d'un pays tiers, et la réexporter sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront naturellement être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

De la même manière les navires respectifs pourront passer d'un port de l'un des deux Etats dans un des plusieurs ports du même Etat pour y composer ou compléter leur chargement, sans payer d'autres droits que ceux auxquels sont ou seront soumis, en pareil cas, les bâtimens nationaux.

Art. 14. Il est expressément entendu que les articles précédents ne sont point applicables à la navigation de côte ou cabotage de chacun des deux pays, laquelle demeurera exclusivement réservée au pavillon national.

Art. 15. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, hâvres, bassins, fleuves, rivières ou canaux et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux dans l'un des deux Etats, aucun privilége, ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre Puissance; la volonté des Hautes Parties contractantes étant que sous ce rapport les bâtimens italiens et les bâtimens russes soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 16. Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de fanaux, de quarantaine, de courtage, de balisage, de quajage ou autres charges qui pèsent, sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire et sont perçus au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires pubblics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne sera imposé à l'arrivée, séjour et sortie dans les ports de l'un des deux pays aux bâtimens de l'autre, qui ne serait pas également et dans les mêmes conditions imposé aux navires nationaux en général, l'intention des deux Hautes Parties contractantes étant qu'il n'existe dans leurs Etats sous le rapport des droits mentionnés ci-dessus, aucun privilége, ni aucune prérogative quelconque favorisant exclusivement le pavillon national au préjudice du pavillon de l'autre Partie contractante.

Cette égalité de traitement aura réciproquement son effet à l'égard des navires respectifs, de quelque port ou place qu'ils arrivent et quelle que soit leur destination à leur départ.

Art. 17. Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports respectifs:

1. Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest;

2. Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, justifieront avoir déjà acquitté ces droits;

3. Les navires qui entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire, en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'Administration des Douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 18. Tout vaisseau de guerre ou navire marchand de l'une des Hautes Parties contractantes qui sera forcé par des tempêtes ou par quelque accident de se réfugier dans un port de l'autre, aura la liberté de s'y radouber, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires et de se remettre en mer, sans

payer d'autres droits que ceux qui seraient payés en pareil cas par un bâtiment national.

Si cependant le patron d'un navire marchand se trouvait dans la nécessité de se défaire d'une partie de ses marchandises pour subvenir à ses dépenses il sera tenu de se conformer aux ordonnances et aux tarifs de l'endroit où il aura abordé.

S'il arrivait qu'un vaisseau de guerre ou navire marchand de l'une des Hautes Parties contractantes échouât ou fit naufrage sur les côtes de l'autre, ce vaisseau ou navire ainsi que ses débris, ses provisions et gréements et tous les biens et marchandises qui en auront été sauvés, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer, ou le produit de la vente, s'ils étaient vendus, de même que tous les papiers trouvés à bord d'un tel vaisseau ou navire échoué ou naufragé seront remis aux propriétaires ou à leurs agens sur leur réclamation.

A défaut de propriétaire ou d'agent sur les lieux, cette remise se fera entre les mains du Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire russe ou italien dans le district duquel le naufrage ou échouement aura eu lieu, et ce sur sa réclamation présentée dans le délai que fixent les lois du pays.

Lesdits Consuls, propriétaires ou agens ne payeront que les frais occasionnés par la conservation de la propriété, ainsi que les mêmes droits de sauvetage et autres que payerait en pareil cas de naufrage un bâtiment national.

Les biens et marchandises sauvés du naufrage seront exempts de tous droits de Douane, à moins qu'ils ne soient admis à la consommation, et dans ce cas ils payeront les mêmes droits que s'ils étaient importés par navires nationaux.

Art. 19. Tous les navires qui, en conformité des lois du Royaume d'Italie, doivent être considérés comme navires italiens, et tous les navires qui, en conformité des lois de l'Empire de Russie, doivent être considérés comme navires russes seront pour l'application du présent Traité considérés respectivement comme navires italiens ou russes.

Les stipulations du présent Traité seront applicables à tous les bâtimens naviguant sous pavillon russe, sans distinction aucune entre la marine marchande russe proprement dite, et celle qui appartient plus particulièrement au Grand Duché de Finlande lequel forme une partie intégrante de l'Empire de Russie.

Art. 20. Il sera libre à chacune des Hautes Parties contractantes d'établir des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agens Consulaires dans les villes et ports des Etats et possessions de l'autre.

Toutefois chacune des Hautes Parties contractantes conservera le droit de déterminer les résidences où il ne lui conviendra pas d'admettre des Consuls; bien entendu que sous ce rapport les deux Gouvernemens ne s'apposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leur pays à toutes les Nations, même les plus favorisées.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à régler par une convention spéciale tout ce qui concerne les attributions, droits, priviléges et immunités de leurs Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agens Consulaires respectifs. Mais il est entendu que ceux qui sont déjà ou seront nommés dans l'intervalle, exerceront toutes les fonctions et jouiront de tous les priviléges, exemptions et immunités qui appartiennent ou pourront appartenir aux Consuls de la Nation la plus favorisée.

Art. 21. Les deux Hautes Parties contractantes se réservent de déterminer par la suite, dans une Convention spéciale, les moyens de garantir réciproquement la propriété littéraire et artistique dans leur Etats respectifs.

Art. 22. En tout ce qui concerne le commerce et la navigation, les deux Hautes Parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucun privilége, faveur ou immunité à un autre Etat qu'il ne soit aussi et à l'instant étendu à leurs sujets respectifs, gratuitement si la concession en faveur de l'autre Etat est gratuite et moyennant la même compensation ou un équivalent fixé d'un commun accord si la concession a été conditionnelle.

Art. 23. Le présent Traité de commerce et de navigation restera en vigueur pendant dix ans à dater de l'échange des ratifications, et au delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des deux Hautes Parties contractantes aura notifié officiellement à l'autre son intention d'en faire cesser l'effet; chacune des Hautes Parties contractantes se réservant le droit de faire cette notification à l'autre à l'expiration des neuf premières années ou à toute époque postérieure.

Art. 24. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Saint-Pétersbourg dans le délai de six semaines ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Saint-Pétersbourg le seize/vingthuit septembre de l'an de grâce mil-huit-cent-soixante-trois.

(L. S.) J. N. Pepoli.
(L. S.) Gortchakow.
(L. S.) Reutern.

Article séparé 1.

Les relations commerciales de la Russie avec les Royaumes de Suède et de Norvège étant réglées par des stipulations spéciales qui pourront être renouvelées dans la suite, sans que les dites stipulations soient liées aux réglemens existant pour le commerce étranger en général, les deux Hautes Parties contractantes, voulant écarter de leurs relations commerciales toute espèce d'équivoque ou de motif de discussion, sont tombées d'accord que ces stipulations spéciales accordées au commerce de la Suède et de la Norvège en considération d'avantages équivalents accordés dans ce pays au commerce du Grand Duché du Finlande, ne pourront dans aucun cas être invoquées en faveur des relations de commerce et de navigation établies entre les deux Hautes Parties contractantes par le présent Traité.

Article séparé 2.

Il est également entendu que ne seront pas censés déroger au principe de réciprocité, qui est la base du Traité de ce jour, les franchises, immunités et priviléges mentionnés ci-après, savoir:

De la part de la Russie:

1. Les lois du Grand Duché de Finlande qui n'accordent aux étrangers le droit d'exercer le commerce que dans les villes maritimes (stapelstad) de ce pays et seulement en gros;

2. La franchise dont jouissent les navires construits en Russie et appartenant à des sujets russes, lesquels, pendant les trois premières années, sont exempts des droits de navigation;

3. La faculté accordée aux habitants de la côte du Gouvernement d'Archangel d'importer en franchise ou moyennant des droits modérés dans les ports dudit Gouvernement, du poisson sec ou salé, ainsi que certaines espèces de fourrures, et d'en exporter de la même manière des blés, cordes et cordages, du goudron et du ravendouc;

4. Le privilége de la Compagnie Russe-Américaine,

5. Les immunités accordées en Russie à différentes Compagnies Anglaises et Néerlandaises dites Yacht-Clubs.

Et de la part de l'Italie:

Le monopole existant déjà sur les objets dont le commerce est exclusivement réservé au Gouvernement.

Article séparé 3.

Les présents articles séparés auront la même force et valeur que s'ils étaient insérés mot à mot dans le Traité de ce jour. Ils seront ratifiés et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi les Plénipotentiares respectifs les ont signés et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Saint-Pétersbourg le seize/vingthuit septembre de l'an de grâce mil-huit-cent-soixante-trois.

(L. S.) J. N. Pepoli.
(L. S.) Gortchakow.
(L. S.) Reutern.

Noi avendo veduto ed esaminato il qui sovrascritto Trattato di commercio e di navigazione seguito da tre articoli addizionali ed approvandolo in ogni e singola sua parte, lo abbiamo accettato, ratificato, e confermato, come per le presenti Noi lo accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarlo e di farlo inviolabilmente osservare.

In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Grande Sigillo. Dato in Torino addì otto del mese di novembre l'anno del Signore mille ottocento sessantatrè e del Regno Nostro il decimoquinto.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di S. M. il Re
Il Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri
Visconti Venosta.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — Torino 17 *Febbraio* 1864

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO
DEL REGNO D'ITALIA

Si notifica che nel giorno di martedì 1.o del prossimo mese di marzo, incominciando alle ore 11 antimeridiane, si procederà in una delle sale di questa Generale Direzione, con accesso al pubblico, alla 9.a estrazione delle Obbligazioni (Boni) del Prestito Nazionale delle Romagne creato con Decreti 25 luglio e 24 settembre 1859 (Legge 4 agosto 1861, elenco D, n. 21) da estinguersi col rimborso del loro valore nominale.

L'estrazione avrà luogo col mezzo di schede segnate coi numeri delle Obbligazioni vigenti distintamente per ciascuna delle quattro categorie e collocate in altrettante urne.

Le schede rimaste vigenti nelle urne sono in n. di 3400, cioè:

In N. di 1667	pei Buoni della	1.a	cat.	da L.	100
» 933	»	2.a	»	»	250
» 400	»	3.a	»	»	500
» 400	»	4.a	»	»	1000.

Le Obbligazioni (Boni) da estrarsi, le quali saranno rimborsabili al valor nominale a cominciare dal giorno 21 prossimo marzo, sono in numero di 850, cioè:

N. 417	da L.	100	per	L.	41,700
» 233	da »	250	per	»	58,250
» 100	da »	500	per	»	50,000
» 100	da »	1000	per	»	100,000
Totale N. 850			per	L.	249,950

Con successiva Notificanza si pubblicherà l'Elenco delle Obbligazioni sortite in detta estrazione, e di quelle estratte antecedentemente e non ancora presentate pel rimborso.

Torino, 15 febbraio 1864.

Il Direttore Generale
Mancardi.

Il Direttore Capo di Divisione
Segretario della Direzione Generale
Ciampolillo.

CAMERA DI COMMERCIO E D'ARTI DI TORINO.
Concorso per esami agli Allievi degli Istituti Tecnici.

Visto il Regio Decreto in data 18 gennaio p. p. per cui è aperto un concorso per esami agli Allievi degli Istituti Tecnici, governativi e privati del Regno i quali abbiano compiuto regolarmente il primo anno di corso in una delle sezioni amministrativo-commerciale e fisico-matematica, per ciascuna delle quali si propongono: un premio d'onore in una medaglia d'oro, dieci di incoraggiamento in altrettante medaglie d'argento, e venti menzioni onorevoli accompagnate da medaglie di bronzo;

Visto il regolamento emanato in data del 20 stesso mese dal signor Ministro di Agricoltura Industria e Commercio per l'eseguimento di detto Regio Decreto,

La Commissione locale

Notifica:

1. Che l'esame di concorso fissato pel giorno primo del prossimo aprile avrà luogo in una delle sale del Regio Istituto Tecnico e comincierà alle ore 9 mattina per finire alle 3 pomeridiane;

2. Che per esservi ammessi dovranno i concorrenti presentare a questa Camera di Commercio ed Arti, non più tardi del 20 marzo prossimo, una domanda in cui dichiarino a quale delle due sezioni suddesignate intendono di concorrere, e facciano constare di avere compiuto il primo anno di corso in alcuno degli Istituti Tecnici del Regno;

3. Che da oggi saranno ricevute le domande di tutti coloro che nel termine utile succitato dichiareranno a questa Camera di concorrere all'esame suddetto.

Torino, il 13 febbraio 1864.

Il Presidente della Commissione
G. B. Tasca.

FATTI DIVERSI

Beneficenza. — La Giunta Municipale, la Direzione dell'Asilo Infantile, l'Amministrazione del Ricovero per i poveri giovani abbandonati della città d'Alba sentono e soddisfano con lieto animo un grato debito attestando pubblicamente la viva loro riconoscenza al Re, che sulla proposta del Ministro di Grazia e Giustizia e dei Culti si degnava di concedere sulla Tesoreria dell'Economato Generale alla prima L. 500 per soccorrere i poveri locali, alla seconda la somma di L. 680 ad alleviamento delle strettezze in cui vivono.

Siccome il benemerito ab. Vachetta, economo generale, con sapiente e sollecita operosità tanto si adopera nel mandare ad effetto le Sovrane benefiche provvidenze, egli pure ha la riconoscenza dei beneficati e l'ammirazione d'ogni ordine di cittadini.

Rettificazione. — Diamo luogo alla seguente lettera, sia per debito d'imparzialità, sia per omaggio al sentimento che l'ha dettata, che è l'amore della verità e la reverenza ad una delle più fulgide glorie del nostro paese:

« Amico di Silvio Pellico, ma più della verità, io mi credo in dovere di rettificare un'asserzione forse non abbastanza avvertita da chi la scrisse e dal pubblico dei leggenti, che ignora i fatti. L'autore del discorso intorno alla vita ed agli scritti della Marchesa Barolo, ha certamente con lodevole zelo rivendicato alcuni veri o troppo ignorati o troppo disconosciuti: ha reso alla memoria di quella illustre donna giusto omaggio di compianto e d'ammirazione.

« L'asserzione che parmi dover rettificare è la seguente: « Quest'atto (dell'aver offerto ospitalità a Silvio Pellico) « che fu da alcuni giudicato un avvilimento per chi « riceveva, e per chi dava poco meno che un insulto, « ha salvato l'Italia dalla vergogna di vedere una delle « sue glorie più immacolate mendicare un pane in terra « straniera. »

« Ora sono da sapere i seguenti fatti: Quando Silvio Pellico fu ricercato dal Marchese Barolo di accettare ospitalità in sua casa, viveva ancora la madre, donna di gran cuore e del figliuol suo tenerissima. Pellico aveva già ricusato ad altre famiglie, da lui onorate di schietta amicizia, il ridursi ad abitare con esse. Pellico aveva ricusato la lusinghiera offerta che venivagli fatta a nome del Re dei Francesi Luigi Filippo di recarsi in Francia per educarvi i più giovani figli. Un libraio di Londra aveva mandato offerire a Pellico una ghinea per verso, quanti ne avesse voluto scrivere. Ma l'autore delle *Prigioni* si era disingannato di molte cose, e non si sarebbe a qualunque costo dipartito dalla sua terra natale dove riteneva lo amor di figlio e nobili fratellanze d'amici. Non era dunque solo la Casa Barolo che si facesse onore di offerire ospitalità a Silvio Pellico; erano amici, erano possenti monarchi, era il commercio che a suo modo riconosceva quella rara altezza d'ingegno. Sicchè non si può per niun modo asserire che coll'offerta della Marchesa Barolo, siasi « salvato l'Italia dalla vergogna di vedere una delle sue « glorie più immacolate mendicare un pane in terra « straniera. » E stando in patria ed uscendo, Silvio Pellico non avrebbe nulla mendicato; il suo ingegno, la sua fama gli erano mallevadori di una vita indipendente ed agiata. Rispettiamo, qualunque sia, la volontà sua nell'aver prescelto quell'asilo, ma non facciamo l'oltraggio al paese nostro di crederlo sì povero da non desiderare di aver seco una tale ricchezza, all'ingegno di Pellico, di riputarlo così inerte, di così poco valore da non trovare, ovunque avesse mosso il piede, e onori e fortune.

« Giorgio Briano. »

Societa' delle letture. — Venerdì 19 febbraio, alle ore otto pom., nel solito locale del Teatro di Chimica di S. Francesco di Paola il prof. Gilberto Govi farà la sua seconda lettura ed esperienze sulle rivelazioni della luce.

Scuole serali. — A Lagonegro nella Basilicata si apersero il 15 corrente scuole serali con molto concorso di scuolari. Gli ufficiali della truppa vi fanno da maestri.

Necrologia. — S. A. Serenissima Madama la Principessa Antonietta di Monaco morì nella sua capitale il 10 corrente. Della famiglia belga de' Merode S. A. nacque il 28 settembre 1828 ed aveva sposato il 28 settembre 1846 il principe Carlo III. Dal loro matrimonio nacque l'attuale principe ereditario Alberto duca di Valentinois il quale ha quindici anni.

Pubblicazioni periodiche. — Il fascicolo di gennaio della *Rivista militare italiana* ha un articolo di N. Marselli sull'architettura in relazione alla storia del mondo; la continuazione del resoconto sulle esperienze eseguite dall'artiglieria dell'esercito italiano nell'anno 1862; e le solite riviste tecnologica e statistica.

ULTIME NOTIZIE

TORINO, 18 FEBBRAIO 1864

Questa mattina S. M. il Re ha presieduto al Consiglio dei Ministri.

La pirofregata *Principe Umberto*, nave-scuola per gli alunni di marina del Corso suppletivo, giunse a Corfù il giorno 13 del corrente, dopo felice viaggio, provenendo da Aulona in Albania.

Ognuno al suo bordo alla suaccennata data era sano.

Il Senato nella tornata di ieri dopo la votazione a squittinio segreto sui due progetti di legge discussi nella precedente seduta, per la locazione dell'opificio di Pietrarsa e per l'ampliazione del bagno presso Cagliari, i quali riescirono approvati a grande maggioranza di voti, discusse ed adottò pure a gran maggioranza di voti e senza contestazione i due disegni di legge relativi alla erezione d'un ergastolo per forzati in Alghero, ed alla provvista d'uno stromento per il refrattore dell'osservatorio di Firenze.

Intraprese poscia la discussione del progetto di legge sulla competenza in materia penale dei giudici di mandamento e dei tribunali di circondario, intorno a cui discorse largamente il Ministro Guardasigilli sostenendone l'utilità e la convenienza e confutando gli argomenti recati in contrario nella relazione dell'ufficio centrale.

La Camera dei deputati nella tornata di ieri proseguiva la discussione dello schema di legge concernente la perequazione provvisoria dell'imposta fondiaria, a cui presero parte i deputati Galeotti, Ricci Vincenzo e Lanza.

ELEZIONI POLITICHE.
Votazione del 14 febbraio.

Calatafimi. Elettori iscritti 581, votanti 366; Corleo voti 159, Miceli 131, Adragna 72. Ballottaggio fra Corleo e Miceli.

DIARIO

Tutto è confusione nella quistione dei Ducati dacchè da un lato la Dieta germanica mandò le truppe federali a fare l'esecuzione pacifica dell'Holstein, e dall'altro Austria e Prussia occuparono militarmente lo Slesvig. Ma la mancanza d'accordo fra le due grandi Potenze tedesche come belligeranti e gli altri Stati della Confederazione e le flagranti anomalie che ne risultano cominciano a diventare ridicole a fronte dei grandi sacrifizi fatti dall'esercito unito e del sangue prezioso versato per una causa alemanna. Il maresciallo Wrangel manda un impiegato prussiano a prendere possesso della stazione telegrafica di Rendsbourg, e il generale federale vi si oppone sostenuto dai commissarii federali. Nè esita il generale Hacke a reclamare sei villaggi holsteinesi in litigio situati sull'altra riva dell'Eider; ma il comandante in capo delle truppe austro-prussiane rifiuta di darglieli, perchè necessarii alle sue operazioni strategiche. Confusione! E non regna confusione minore nelle notizie stesse del teatro della guerra, sui motivi della ritirata dei Danesi e sullo scopo a cui miri l'esercito collegato.

Tale è il quadro che della quistione dano-tedesca fa una corrispondenza da Vienna all'*Indépendance Belge*. Ma la data della lettera è del 10 corrente e dopo quel giorno sono sopravvenute ancora molte cose ad aggiungere confusione. Fra altro, il maresciallo Wrangel ordinò, a dispetto delle autorità federali dell'Holstein, che una parte delle sue truppe dovesse il giorno 12 andare di stanza ad Altona. Un battaglione prussiano entrato in città intimò all'ufficiale annoverese che vi comandava la gran guardia di rimettergli il posto. L'ufficiale rifiutò minacciando resistenza. I Prussiani richiesero allora di alloggio il borgomastro e questi rifiutò. La popolazione scendeva intanto sulle strade e il generale Hacke vi mandò un aiuto di truppe, e il presidio federale fu consegnato. Sembra però che l'agitazione siasi nella sera calmata e i soldati prussiani poterono alloggiarsi in un sobborgo. Lo stesso maresciallo ordinò poi che Neumünster e la stessa Kiel, residenza dell'amministrazione federale, fossero occupate dalle sue truppe. Kiel, Neumünster e Altona sono legate dal Baltico all'Elba con la grande strada che taglia da nord a sud il ducato, e chi vi è dentro è padrone dell'Holstein. Generale e commissarii federali protestarono contro questi ed altrettali atti del maresciallo prussiano che rendono illusorio lo esercizio della sovranità loro delegata dalla Dieta; ma Wrangel risponde con ragioni strategiche e dice che si piglia quelle città perchè vuol sicure le vettovaglie pel suo esercito, al quale non pensano nè punto nè poco e commissari e Dieta. I commissari e il generale sassone non potendo altro lasciarono fare e spedirono le loro rappresentanze all'Assemblea di Francoforte.

Alla quale, appunto perchè le cose si confondano maggiormente, giunsero altre proteste e una in ispecie della Sassonia Reale la quale duolsi presso la Dieta dell'occupazione militare di Altona fatta dagli Austro-prussiani come contraria alle promesse dell'Austria e della Prussia e alla dignità dell'Assemblea federale.

Tutte le proteste furono fatte alla Dieta nella tornata del 13. Riguardo a quella di Sassonia i delegati d'Austria e Prussia dichiararono che le promesse dei loro Governi non sono menomamente alterate dall'occupazione d'Altona.

In mezzo a tutto ciò da una parte si continua a chiedere nei varii Stati d'Alemagna il riconoscimento del principe di Augustenbourg e dall'altra il commissario austriaco nello Slesvig dichiara che si condiscenderà certo ai voti delle popolazioni dello

Slesvig-Holstein, ma che esse rimarranno per unione personale suddite alla Corona danese.

Alcuni municipii del nord del Regno di Portogallo inviarono al Governo rappresentanze per dimostrargli la necessità di recare senza indugio la sua attenzione sull'alto prezzo dei cereali. Il *Giornale del commercio* di Lisbona dice in proposito che quantunque non sia da temere penuria, questo accordo dei municipii prova però che vi sono pur troppo tali cause che potrebbero produrre una crisi alimentaria e che debbonsi fare provvedimenti perchè le cose non giungano a questo segno.

Un'altra sorgente di querele fra il Governo di Spagna e quel di Marocco. Alcuni spagnuoli furono proditoriamente assassinati ad Alhucemas. Il rappresentante della Regina a Tangeri richiese il Governo marocchino della destituzione del pascià del Riff, della punizione degli assassini e dell'invio per parte del Marocco di un corpo di truppe sufficiente per l'eseguimento delle sue domande. La *Correspondencia* di Madrid afferma che il ministro dell'Imperatore del Marocco ha riconosciuto come perfettamente fondate le domande e promesso pronta riparazione. Intanto che si cercano gli assassini gli otto cadaveri spagnuoli che sono stati trovati sin qui ebbero sepoltura cristiana.

Secondo le cifre dell'ultimo censimento la popolazione della Spagna e delle Isole Canarie è di 15,673,536 abitanti, quella dell'Isola di Cuba di 1,395,530 e quella di Portoricco di 538,308.

I telegrammi e i giornali riferirono non ha molto ragguagli tristissimi di un incendio avvenuto in una chiesa di Santiago, la capitale del Chilì. Gli ultimi dispacci dicono che quella catastrofe preoccupa ancora esclusivamente l'attenzione pubblica. Il Senato della Repubblica ha votato una legge che vieta d'or innanzi le illuminazioni nelle chiese, e che modifica la loro costruzione ordinando sopratutto che debbano avere un numero sufficiente di porte. I cadaveri estratti dalle macerie della chiesa incendiata sommarono a 2100, e trovaronsi inoltre corpi mutilati e membra sparse e un certo numero di feriti. Tanto che in tutto le vittime salgono a 2500. Qualche tempo dopo poco mancò non fosse teatro di eguale incendio la chiesa di Santo Isidoro nella stessa Santiago. Un cero dell'altare appiccò il fuoco ad un mazzo di fiori artificiali. Le fiamme furono tosto arrestate, ma ne nacque una confusione indescrivibile nella folla per gittarsi fuori della chiesa. La funzione notturna rimase interrotta.

Due inviati della regina di Madagascar con missione a Parigi e a Londra erano l'8 corrente a Suez.

Sull'incendio scoppiato la notte del 10 dello scorso gennaio nel Ministero delle Finanze esatti particolari non vennero ancora dati al pubblico; nel quale fin da principio corsero voci esagerate e supposizioni varie tanto riguardo all'importanza del danno derivatone, quanto riguardo alle cause che potessero attribuirsi al disastro e ad altri fatti ad esso inerenti. Ad appurare la verità e principalmente ad indagare l'origine dell'infortunio e suggerire opportuni provvedimenti di cautela per l'avvenire il Ministro delle Finanze nominò una Commissione di inchiesta composta dei signori commendatore Spurgazzi, cav. Pio Agodino, cav. Torrendelli, cav. Gianone e cav. Carlo Corsi, la quale ha ora presentato il suo rapporto. — L'inchiesta ha constatato come il fatto, che fu tanto più deplorabile pel doloroso sacrifizio che ha costato di alcune vittime, non possa assolutamente attribuirsi che ad un caso fortuito, e sia escluso qualunque sospetto di dolo, o di colpevole negligenza in alcuno.

La Commissione ritenne unanimemente che il fuoco siasi comunicato al magazzino della carta a pian terreno, e quindi ai locali della Biblioteca e agli uffici superiori da un piccolo ammasso di vecchi legnami che trovavasi in un cortiletto del Ministero. Come questi legnami si siano accesi la Commissione non è riuscita a chiarirlo; bensì essendovi nel medesimo cortile il deposito delle ceneri, si può supporre che qualche carbone rimasto acceso in mezzo ad esse, e dal vento trasportato su quei legnami, sia stata la causa determinante la loro accensione.

Il manifestarsi dell'incendio fu avvisato alle ore due del mattino da un inquilino dell'attigua casa Pollone, ma già da qualche ora del certo il fuoco era appiccato, perchè le fiamme invadevano già il magazzeno della carta quando giunsero i primi soccorsi. — Alcuni inservienti del Ministero che furono svegliati dalle grida di accorruomo dell'inquilino di casa Pollone e le prime persone che accorsero, fra cui il tenente d'Artiglieria signor Cornero, si adoperarono utilmente per limitare l'azione del fuoco e trarre in salvo le cose che credettero più importanti degli uffici maggiormente esposti al pericolo, come registri e carte. Sopravvenuti poi colle macchine idrauliche gli operai Guardie-fuoco e molto soccorso di soldati e di cittadini, le disposizioni e l'opera prestate furono tali che le conseguenze d'un fatto che veramente minacciava gravissimo pericolo, furono contenute in istretti limiti.

L'incendio avvenne nella parte del fabbricato che sta a sinistra di chi sale lo scalone del Ministero delle Finanze: esso invase e distrusse alcuni locali terreni, ove erano l'officina del cartolaio Unia e un magazzeno di carta e stampati, e i locali a questi sovrapposti degli ammezzati e dei piani superiori, ove erano gli uffizi dell'Economato e la Biblioteca, in tutto, cioè fra piano terreno e piani superiori, 26 locali.

Il calcolo approssimativo del danno, senza comprendere la spesa di ricostruzione del fabbricato, ascende a circa L. 50,000. A tanto fu valutato il danno per la perdita di valori che esistevano nella Cassa dell'Economato di L. 6,968; per distruzione e guasto di mobili del valore di L. 7,821; per stampati e carta in L. 18,244; e pei libri consunti e guasti della Biblioteca in L. 10,000. — Il Ministro delle Finanze presenterà una legge al Parlamento per domandare un credito straordinario onde sopperire a questo danno che sebbene non lieve pure per la gravità del fatto avrebbe potuto essere e si sarebbe creduto di gran lunga maggiore.

La Commissione d'inchiesta onde adempire la seconda parte del suo mandato ha proposto alcuni provvedimenti di cautela, alcuni dei quali erano già stati adottati dal Ministero subito dopo l'incendio, tendenti a prevenire il pericolo di altri così deplorabili casi. Tali cautele, come sembravano additate dalle speciali circostanze risultanti dagli atti, dalla qualità dei locali del Ministero e dall'ordine degli uffizi, consistono principalmente nella destinazione dei locali pei diversi usi a cui servono in modo che legnami e materie di facile accensione non siano mai collocati presso a depositi di carta e stampati; in un migliore adattamento dei camini e nella sostituzione a questi, ove si possa, delle stufe; nell'assoluto divieto di fumare negli uffizi e soprattutto in un regolare ed esatto servizio di sorveglianza e d'ispezione in ogni parte del fabbricato dopo le ore d'uffizio e nelle ore della notte. L'esperienza dell'avvenuto sinistro farà sì che siffatte ed altre cautele, non solo nel Ministero delle Finanze, ma in tutti i fabbricati erariali occupati da Dicasteri ed Amministrazioni saranno d'ora innanzi accuratamente osservate.

Un supplemento alla Gazzetta d'oggi contiene un Decreto Reale del 27 dicembre 1863 che approva una tavola di riparto dei sussidii per l'esecuzione di opere stradali a varii Comuni del Regno.

DISPACCI ELETTRICI PRIVATI

(Agenzia Stefani)

Londra, 17 *febbraio*.

È smentita ufficialmente la notizia che la Svezia abbia appoggiato l'armistizio e consigliato alla Danimarca il ritiro della Costituzione.

Altona, 17 *febbraio*.

La *Gazzetta dello Schleswig-Holstein* annunzia che il commissario austriaco nel ricevere una deputazione dei Ducati, dichiarò che i voti delle popolazioni dello Schleswig-Holstein verebbero soddisfatti, ma che peraltro non può essere abbandonato il progetto dell'unione personale dei Ducati con la Corona danese.

Parigi, 17 *febbraio*.

Notizie di borsa.

Fondi Francesi 3 0|0 (chiusura) — 66 70.
Id. id. 4 1|2 0|0 — 95 40.
Consolidati Inglesi 3 0|0 — 91 3|8.
Consolidato Italiano 5 0|0 (apertura) — 68 25.
Id. id. chiusura in contanti — 68 50.
Id. id. fine corrente — 68 10.
Prestito Italiano —

(Valori diversi).

Azioni del Credito mobiliare francese — 1070.
Id. id. italiano — 517.
Id. id. spagnuolo — 620.
Id. Strade ferrate Vittorio Emanuele — 385.
Id. id. Lombardo-Venete — 523.
Id. id. Austriache — 407.
Id id. Romane — 365.
Obbligazioni — 240.

Francoforte, 17 *febbraio*.

La Dieta s'occuperà domani della proposta di aumentare il numero delle truppe federali nell'Holstein.

Il Principe di Prussia comanderà in capo le forze austro-prussiane che dovranno attaccare Duppel. I Prussiani formeranno l'avanguardia.

Amborgo, 17 *febbraio*.

Continuano ad arrivare rinforzi agli Austro-prussiani.

I commissari federali proibirono la formazione di un'armata schleswigo-holsteinese.

Berlino, 18 *febbraio*.

Il *Monitore Prussiano* annunzia che la Guardia Prussiana pose il suo quartiere generale a Christiansfeld.

Continuano le operazioni per attaccare Duppell.

Trieste, 18 *febbraio*.

Notizie dal Caboul. — Azim e Afzul-kan sono insorti contro Ali-kan protetto dall'Inghilterra.

CAMERA DI COMMERCIO ED ARTI

BORSA DI TORINO.

(*Bollettino officiale*)

18 Febbraio 1864 — Fondi pubblici.

Consolidato 5 0|0. C. d. m. in c. 68 10 68 68 05 67 90 — corso legale 68 — in liq. 67 95 95 pel 29 febbraio, 68 32 1|2 p. 31 marzo.

BORSA DI NAPOLI — 17 Febbraio 1864.

(*Dispaccio officiale*)

Consolidato 5 0|0, aperta a 67 65 chiusa a 67 50
Id. 3 per 0|0, aperta a 45 chiusa a 45.
Prestito Italiano, aperta a 66 50 chiusa a 66 50.

BORSA DI PARIGI - 17 Febbraio 1864.

(*Dispaccio speciale*)

Corso di chiusura pel fine del mese corrente.

			giorno precedente
Consolidati Inglesi	L.	91 2|8	91 3|8
3 0|0 Francese	»	66 65	66 70
5 0|0 Italiano	»	68 10	68 10
Certificati del nuovo prestito	»	67 75	» »
Az. del credito mobiliare Ital.	»	512 »	517 »
Id. Francese	»	1060 »	1070 »
Azioni delle ferrovie			
Vittorio Emanuele	»	382 »	382 »
Lombarde	»	523 »	522 »
Romane	»	365 »	365 »

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO DEL REGNO D'ITALIA.

(1.a pubblicazione)

Conformemente alle disposizioni degli articoli 31 della Legge 10 luglio 1861 e 47 del R. Decreto 28 stesso mese ed anno,

Si notifica che i titolari delle sotto designate rendite allegando la perdita dei corrispondenti certificati di iscrizione ebbero ricorso a quest'Amministrazione, onde, previe le formalità prescritte dalla Legge, loro vengano rilasciati nuovi titoli.

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse, che sei mesi dopo la prima pubblicazione del presente avviso, qualora in questo termine non vi siano state opposizioni, si rilascieranno i nuovi certificati.

Num. delle iscrizioni	Intestazione		Rendita
	Consolidato 1861		
	Titoli emessi dalla Direzione Generale.		
40763	Cortazza Pietro Maria fu Francesco Maria di Giaveno	L.	100 »
46374	Sesiani Maddalena nubile fu Gio. Batt. di Piana (Pallanza)	»	30 »
47606	Fabbriceria della Chiesa parrocchiale di S. Pietro in Savona	»	145 »
7545	Suddetta	»	3 55
	Consolidato Romano.		
8962	Celebrazione di due messe la settimana in Selci in Sabina	s. r. 5 47	27 50
9913	Tartaglia Gio. Antonio	s. r. 19 74	105 01
	Rendita Siciliana.		
1295	Madrice Chiesa di Ganci di	Ducati	3 »
1296	Chiesa di S. Maria la Catena in Ganci	»	1 »
1297	Ritiro del Carmelo in Ganci	»	2 »

Torino, 13 febbraio 1864.

Il Direttore generale
MANCARDI.

Il Segretario della Direzione gen.
CIAMPOLILLO.

G. FAVALE gerente.

SPETTACOLI D'OGGI

REGIO. (ore 7 1|4). Opera *Un ballo in maschera* — ballo *Emma*.

VITTORIO EMANUELE. (ore 7 1|2). La Compagnia equestre di Gaetano Ciniselli agisce.

D'ANGENNES. (ore 8). La comica Comp. piemontese di G. Toselli recita: *Si fusso sgnouri!*

ROSSINI. (ore 7 1|2). La comica Compagnia Cappella e Ficarra recita: *Marito e moglie in maschera.*

GERBINO (ore 7 3|4). La Dramm. Comp. diretta da Luigi Bellotti-Bon recita: *Madama Lovelace.*

ALFIERI. (ore 7 1|2). La Dramm. Compagnia Tognotti recita: *L'emigrazione veneta dopo la pace di Villafranca.*

SAN MARTINIANO. (ore 7). si rappresenta colle marionette: *Don Griffone* — ballo *Il carnovale del diavolo.*

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Prezzi per ettolitro degli infradescritti prodotti agrari venduti dal giorno 31 gennaio al 6 febbraio 1864 nei seguenti mercati

Mercati	Giorno del mercato	Frumento tenero 1.a sorte L.	C.	Frumento tenero prezzo medio L.	C.	Frumento duro prezzo medio L.	C.	Granturco prezzo medio L.	C.	Riso nostrano prezzo medio L.	C.	Riso Bertone prezzo medio L.	C.	Segale prezzo medio L.	C.	Avena prezzo medio L.	C.	Orzo prezzo medio L.	C.
Alessandria	1 febbraio	20	—	19	31	—	—	10	45	21	69	—	—	14	62	10	65	—	—
Asti	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Casale	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Imola	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jesi	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Aquila	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arezzo	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ascoli	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avellino	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bari	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Benevento	6	20	27	17	25	20	04	13	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bergamo	6	17	65	17	34	—	—	9	57	25	—	25	80	—	—	8	30	7	20
Treviglio	6	18	10	16	50	—	—	7	90	21	—	—	—	—	—	9	30	8	20
Bologna	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Brescia	6	20	22	18	17	—	—	9	17	—	—	—	—	11	56	—	—	11	45
Desenzano	1	19	—	17	76	—	—	9	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cagliari	31 gennaio	—	—	—	—	16	05	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	64
Castellammare	31	—	—	—	—	—	—	13	69	—	—	—	—	14	41	—	—	11	50
Campobasso	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Caserta	6 febbraio	20	96	20	90	—	—	13	43	—	—	—	—	—	—	9	18	11	09
Catania	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Catanzaro	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chieti	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Como	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Varese	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lecce	6	—	—	20	34	10	20	23	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cosenza	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cremona	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crema	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cuneo	2	22	50	21	89	—	—	9	85	29	40	—	—	13	80	9	25	—	—
Saluzzo	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fossano	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mondovì	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Savigliano	5	—	—	20	73	—	—	10	08	30	36	25	16	15	16	—	—	—	—
Ferrara	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Firenze	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Foggia	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Forlì	5	20	62	20	20	—	—	9	91	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cesena	6	20	21	19	84	—	—	10	68	—	—	—	—	—	—	9	90	13	65
Genova	6	—	—	19	87	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	75
Chiavari	6	21	—	20	50	21	50	15	75	32	50	—	—	—	—	—	—	11	75
Savona	6	22	—	21	50	—	—	10	50	—	—	—	—	—	—	11	—	—	—
Girgenti	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Grosseto	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lecce	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Livorno	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Portoferraio	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lucca	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Macerata	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sanseverino	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Massa	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fivizzano	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Messina	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Milano	6	25	50	19	50	19	50	10	—	26	10	21	35	10	70	10	80	—	—
Lodi	6	—	—	—	—	19	29	9	43	20	96	19	05	12	15	9	49	—	—
Melegnano	6	19	60	18	34	18	34	9	20	22	20	19	50	—	—	—	—	—	—
Gallarate	4	—	—	—	—	21	38	11	—	23	35	—	—	11	46	—	—	—	—
Modena	1	21	84	21	23	20	78	—	—	31	85	29	10	11	22	11	67	12	43
Mirandola	6	20	24	20	—	—	—	—	—	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pavullo	1	—	—	19	70	—	—	11	66	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Napoli	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Noto	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Novara	4	19	13	18	99	—	—	9	95	23	86	—	—	11	97	—	—	—	—
Pallanza	6	20	20	19	90	—	—	10	94	23	82	—	—	11	98	—	—	—	—
Vercelli	5	—	—	—	—	20	—	10	88	24	96	20	96	11	92	—	—	—	—
Palermo	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corleone	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Parma	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pavia	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mortara	5	21	—	20	34	—	—	10	9	23	44	—	—	12	21	—	—	—	—
Vigevano	6	21	25	20	77	—	—	10	21	25	28	—	—	12	09	10	20	—	—
Voghera	5	—	—	20	62	19	[illegible]	9	28	26	04	—	—	12	85	7	53	—	—
Pesaro	3	—	—	19	43	—	—	11	97	34	02	—	—	—	—	—	—	—	—
Perugia	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fuligno	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Piacenza	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pisa	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Porto Maurizio	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Potenza	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ravenna	6	—	—	19	84	24	50	11	04	28	72	—	—	10	99	8	24	9	56
Lugo	3	20	24	19	15	19	15	10	32	22	14	—	—	11	82	8	41	10	27
Reggio (Calabria)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Reggio (Emilia)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guastalla	—	20	07	20	04	—	—	10	04	—	—	—	—	—	—	12	23	13	75
Salerno	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sassari	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Siena	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sondrio	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Teramo	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Torino	6	22	45	20	75	20	75	11	87	25	25	—	—	13	—	9	95	13	25
Ivrea	5	20	68	20	58	—	—	11	26	24	27	—	—	12	56	9	31	—	—
Chivasso	3	—	—	—	—	20	49	11	28	25	59	20	17	12	90	9	22	—	—
Carmagnola	3	20	80	20	58	—	—	10	61	26	—	—	—	13	86	9	53	—	—
Pinerolo	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

COMMISSARIATO GENERALE
DELLA REGIA MARINA ITALIANA NEL 1.° DIPARTIMENTO

Avviso d'Asta

Si fa noto al pubblico, che nel giorno 25 febbraio 1864, alle ore 12 meridiane, si procederà in Genova, nella sala di deposito attigua all'ingresso principale del regio Arsenale, nanti il Commissario Generale a ciò delegato dal Ministero della Marina, all'appalto per la provvista alla Regia Marina nel 1.o Dipartimento di *dodici Trombe alla Dowton* per la complessiva somma di Ln. 22,800.

Non possono concorrere a questa provvista che i rappresentanti degli opificii meccanici dello Stato che avranno ottenuto un certificato d'idoneità dalla Direzione delle costruzioni del primo o secondo Dipartimento.

Il fornitore dovrà consegnare numero quattro trombe nel decorso di quattro mesi a partire dal giorno della comunicazione dell'approvazione del contratto; numero quattro, sei mesi dopo la comunicazione suddetta, e le altre quattro otto mesi dopo come sopra.

Le più dettagliate condizioni d'appalto, unitamente al disegno delle pompe, sono visibili presso il Commissariato Generale, situato nella Regia Darsena, in tutte le ore d'ufficio.

I fatali pel ribasso del ventesimo sono fissati a giorni 8 decorrendi dal mezzodì del giorno del deliberamento, e così abbreviati per ministeriale autorizzazione.

L'impresa formerà un solo lotto.

Il deliberamento seguirà a schede segrete a favore di colui che nel suo partito suggellato e firmato avrà offerto sui prezzi d'asta un ribasso maggiore al ribasso minimo stabilito dal Ministero della Marina, o da chi per esso, in una scheda segreta, suggellata e deposta sul tavolo, la quale scheda verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Gli aspiranti all'impresa per essere ammessi a licitare, dovranno depositare la somma di L. it. 2,230 in contanti, o in titoli del Debito pubblico che hanno corso legale nel Regno. Detta cauzione si verserà nella Cassa Depositi e Prestiti, presso l'Amministrazione del Debito pubblico, e vi rimarrà sino a che l'impresa non abbia avuto il suo pieno ed esatto adempimento. Si anticiperanno per le spese dell'atto Ln. 400.

Genova, 11 febbraio 1864. *Il Sotto Commissario di 1.a classe nella R. Marina*
750 GARIBALDI

PROVINCIA DI REGGIO NELL'EMILIA

DIREZIONE DEL DEMANIO E DELLE TASSE

AVVISO D'ASTA

Vendita di beni demaniali autorizzata colla legge 21 agosto 1862, numero 793

Il pubblico è avvisato che alle ore 12 meridiane del giorno 23 febbraio prossimo venturo si procederà in una delle sale di quest'ufficio di direzione con intervento ed assistenza del signor direttore del demanio o di chi sarà da esso delegato, ai pubblici incanti per la definitiva aggiudicazione in favore dell'ultimo miglior offerente, dei beni demaniali descritti al num. 120 dell'elenco ottavo pubblicato nel supplemento al numero 132 del giornale degli annunzi ufficiali della provincia di Reggio del giorno 12 ottobre ultimo scorso, quale elenco assieme ai relativi documenti trovasi depositato in quest'ufficio stesso.

I beni che si pongono in vendita consistono:

Tenuta del *Traghettino*, situata parte nel comune di Castelnovo di Sopra e parte nel comune di Castelnovo di Sotto, composta di terreni aratorii, alberati, vitati, a prato artificiale, a pascolo ed a risaia con dodici fabbricati colonici e rustiche dipendenze. Nel primo fabbricato detto della Corte, havvi abitazione civile, castello e ghiacciaia; nel quinto detto di S. Ignazio, il molino ad acqua a quattro ruote, pila da riso, torchio da olio, granai, magazzeni e stalla.

Questa tenuta forma un sol corpo attraversato da mezzodì a tramontana dal torrente Crostolo, dal canale del molino detto del Traghettino e dal cavo Cava; confina a settentrione colla prevostura di S. Savino, colla strada comunale di limido detta della Basiglia, col conte Sormani, Cagnolati Pietro, Franceschi Carlo; a levante col marchese Malaspina e Gorrini fratelli fu Antonio Maria, colle possessioni demaniali S. Filippo e S. Paolo, S. Idelfonso ed altri; a mezzodì col capitolo del duomo di Reggio e colla strada comunale da Reggio a Castelnovo di Sotto. La superficie totale della tenuta è di biolche 1153, t. e 71, pari ad ett. 335, 59, 37, ed è dotata di scorte vive e morte per L. 53 397 84, così divise: capitali vivi L. 18,062 18, invernaglie L. 16,918 67, sementi L. 3,074 56, attrezzi, legnami e mobili L. 3,652 38, macchine ed utensili del molino L. 3,760 05, valore delle piante L. 9,930 00.

L'asta sarà aperta sul prezzo d'estimo di L. 460,067 00, o su quella maggiore offerta che venisse presentata prima dell'apertura degl'incanti, giusta l'art. 50 del regolamento 14 settembre 1862 per l'esecuzione della suddetta legge.

Ogni offerta dopo l'apertura dell'asta non potrà essere minore di L. 500.

Per essere ammessi a prender parte all'asta gli aspiranti dovranno prima dell'ora stabilita per l'apertura degl'incanti depositare a mani del segretario dell'ufficio procedente o far fede di aver depositato nella cassa del ricevitore demaniale di Reggio una somma in denaro od in cedole di rendita pubblica, corrispondente al decimo del prezzo di stima.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato generale e speciale di cui sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'ufficio procedente.

Gl'incanti saranno tenuti col mezzo di pubblica gara.

Reggio nell'Emilia 23 gennaio 1864.

Per detto ufficio di direzione
Il segret. L. AVONI

Torino — Presso la Tipografia GIUSEPPE FAVALE *e* COMP.

SULLA VITA INTIMA
E
SOPRA ALCUNI SCRITTI INEDITI
DELLA MARCHESA
GIULIA FALLETTI DI BAROLO-COLBERT

Lettura fatta il 5 febbraio 1864
DAL
Prof. TANCREDI CANONICO

Si vende a benefizio degli Artigianelli

Prezzo cent. 50.

INCANTO VOLONTARIO

Nel giorno 2 marzo p. v. e davanti al tribunale del circondario di Genova, avrà luogo la vendita volontaria di beni immobili situati nei comuni di Quarto ed Apparizione, proprii dei signori marchesi Spinola, composti di palazzi, compreso quello di *Garibaldi*, ville vicine al mare, prati, vigneti, e terre arative.

La formazione dei lotti, la natura dei beni e le condizioni della vendita, sono visibili, in Genova presso il procuratore Demetrio Lertora, Piazza Nuova, palazzo arcivescovile, ed in Torino nello studio del sottoscritto, via Porta Palatina, n. 1, piano 2.

Torino, 29 del 1864.
509 Belli proc.

AVVISO

Con scrittura in data 14 corrente febbraio, avendo il sottoscritto acquistato il negozio da liquori esercito in questa città dal sig. Placido Bianco, in via Po, n. 24, casa Simondetti, si diffidano gli aventi causa sul detto negozio di presentare le note dei rispettivi crediti fra giorni 3 prossimi, trascorsi i quali, si farà il pagamento del prezzo convenuto.
774 Bocca Sebastiano Valfrè.

DA VENDERE in via dell'Ospedale, una CASA del reddito di L. 35,000, con annesso ampio terreno fabbricabile. — Recapito dal sig. architetto Trocelli, via della Corte d'Appello, porta num. 9, piano primo. 709

BANCA NAZIONALE
DIREZIONE GENERALE

(Seconda pubblicazione)

Il Consiglio Superiore in tornata del 10 corrente ha deliberato di convocare l'Assemblea generale degli Azionisti presso la sede di Milano per il giorno 27 del mese in corso, a mezzogiorno, nel palazzo della Banca in quella città, situato nella corsia del Giardino.

L'ordine del giorno dell'adunanza è determinato dall'art. 31 degli Statuti, cioè rinnovazione parziale del Consiglio di Reggenza di quella sede.

Torino, 11 febbraio 1864. 673

DIFFIDAMENTO

Il sottoscritto diffida il pubblico che non riconoscerà per valido qualunque debito od imprestito fatto o che fosse per fare sua moglie Damiana Menardi, nata Carrucio.
772 Menardi Enrico

776 CITAZIONE

Con atto dell'usciere Bernardo Benzi, in data 15 febbraio corrente, e sull'instanza del sig. Salvador Levi, domiciliato in Torino, venne citato il sig. Abate D. Antonio Emanuele Corte, di domicilio, dimora e residenza ignoti, a comparire davanti il tribunale del circondario di Torino, in via ordinaria, fra il termine di giorni 10 prossimi, per ivi essere condannato al pagamento di L. 500 e di L. 1046 50, cogl'interessi, danni e spese.

Torino, 17 febbraio 1864.
Hugues sost. Martini.

765 INTERDIZIONE.

Per sentenza del tribunale del circondario di Torino, 8 gennaio 1864, e sull'istanza del sig. Bartolomeo Griffa, venne pronunciata l'assoluta interdizione del Gioanni Genero entrambi nati e domiciliati in Vinovo.

Torino, 15 febbraio 1864.
Pipino sost. Rodella.

784 NOTIFICANZA

Con atto 11 corrente dell'usciere sottoscritto, addetto alla giudicatura di Torino, sezione Moncenisio, sull'instanza del signor D Erlanger Emilio di Parigi, venne notificato al conte Sparre Ambyora Pierre, già residente in Torino, ed ora di domicilio, residenza e dimora ignoti, il bando redattosi dal segretario della suddetta giudicatura, portante vendita ai pubblici incanti delle macchine, utensili atti alla cessata fabbricazione per franco-bolli, oltre ad altri oggetti mobili pignorati con verbale del 4 novembre 1863, da aver luogo tale vendita alle ore 9 del mattino delli 22 corrente mese, in Torino, via Dora Grossa, n. 25.

Torino, 16 febbraio 1864.
Gardois Michele usciere.

656 SUBASTAZIONE.

All'udienza del tribunale del circondario di Torino del 16 marzo prossimo, avrà luogo la vendita ai pubblici incanti dei seguenti stabili espropriati sull'instanza del sacerdote Angelo Cora alli Luigi e Benedetta padre e figlia Romeri, ora residenti in Genova, e consistenti in una casa sita in Moncalieri, distinta in due corpi di cui l'uno serve ad uso di abitazione e contiene due camere al piano terreno e due al piano superiore, il secondo contiene stalla, fenile, tettoia con aia comune coi confinanti, di are 2, cent. 97, col diritto al pozzo comune coi proprietarii delle case attigue, come pure alla porta che mette all'aia.

Orto e campo altenato nella regione Tetti dei Piatti, di are 20, cent. 15; prato, ivi, regione Cabianca, di are 80; campo nella reg. Tretta, di are 10 circa, e bosco nella reg. Culla Bassa, di are 8, cent. 6 circa, il tutto alle condizioni apparenti dal bando di cui potrassi avere visione nello studio del causidico sottoscritto e nella segreteria del tribunale.

Torino, 9 febbraio 1864.
Nicolay sost. Vayra p. c.

682 SUBASTAZIONE.

Sull'instanza del signor conte Francesco Arese Lucini domiciliato in Torino, con sentenza di questo tribunale del 25 gennaio ultimo passato, veniva autorizzata la vendita per via di subastazione forzata, in odio del signor conte Cesare Trabucco di Castagnetto, della pezza bosco da questo posseduta sul territorio di San Raffaele, mandamento di Gassino, posta nella reg. Carpeneo, descritta in catasto al num. 793, del quantitativo di ett. 11, 81, corrispondenti a giornate 31, 50, alla quale coerenziano a levante Rosso Bartolomeo, Paracca e Peretti Bartolomeo, a giorno Beltramo Antonio, la congregazione di Carità, a ponente la strada pubblica ed a notte il conte Ottavio di Revel.

La vendita suddetta avrà luogo il 18 marzo p. v. ore 9 di mattina, in una delle sale di questo tribunale di circondario, e verrà esposta all'incanto al prezzo di L. 2000 ed alle altre condizioni dal bando in stampa apparenti.

Torino, 11 febbraio 1864.

766 CITAZIONE

Ad instanza del sig. sacerdote D. Tito Domenico Santiano, residente a Bricherasio, l'usciere Giuseppe Costa, con atto 13 corrente mese, citava Rubiano Pietro Antonio, di domicilio, residenza e dimora ignoti, a comparire nanti l'Ill. mo sig. giudice commesso di settimana, alle ore 9 mattutine del 24 corrente, in una delle sale del tribunale di questo circondario, per ivi vedersi provvedere, a termini di legge, sulla domanda del sig. instante predetto.

Pinerolo, 15 febbraio 1864.
Facta p. c.

621 SUBASTA.

Sull'instanza delli signori Giuseppe, Tiburzio ed Alessandro fratelli Villanis, residenti in questa città, quali minori rappresentati dal loro tutore Luigi Nicolini, il tribunale del circondario di Torino con sua sentenza 18 genn. p. p. autorizzava la subasta in odio di Maddalena Barbero moglie di Gaspare Filippetti, residente sulle fini di Verolengo, degli stabili ivi specificati, consistenti in quattro pezze campo e due corpi di fabbrica, e fissava per l'incanto l'udienza delli 12 venturo marzo ore dieci antimeridiane, quale però con decreto dello stesso tribunale delli 13 corrente, veniva per i motivi di cui al precedutovi ricorso rimandato alli 11 aprile p. v.

Le condizioni della vendita sono visibili nell'ufficio del procuratore sottoscritto, e descritte nel bando venale delli 6 corrente e meglio nella relazione di perizia del geometra Antonio Actis del 15 dicembre 1863.

Torino, 16 febbraio 1864.
Govone sost. Marchetti.

NOTIFICANZA, SENTENZA E COMANDO

Con atto d'oggi dell'usciere Eugenio Riccio, addetto alla giudicatura di Torino, sezione Monviso, venne, a richiesta del sig. Pietro Antonio Bono negoziante, residente in Torino, via dell'Accademia Albertina, n. 42, a mente dell'art. 61 codice di procedura civile, notificata al sig. dottore Alessandro Bianco la contumaciale sentenza da detto ufficio profferta il 19 scorso gennaio, fatta al predetto Bianco ingiunzione di pagare al richiedente fra giorni 5 la somma totale di L. 1026 96, oltre il mercantili interessi sul capitale di L. 810 dal 21 corrente, e senza pregiudicio di conseguire le spese tutte in L. 70 60.

Torino, li 9 febbraio 1864.
781 Brocardi sost. Isnardi p. c.

763 INCANTO DI STABILI.

Dietro sentenza di autorizzazione del tribunale del circondario di Torino del 22 scorso gennaio e sull'instanza della signora damigella Elisa Peiroleri, all'udienza che verrà dal predetto tribunale tenuta il giorno 15 prossimo marzo ore 10 antimeridiane, si procederà alla vendita per via di subasta degli stabili posseduti sulle fini di questa città, borgata della Madonna del Pilone, dalle Maddalena ed Adelaide sorelle Scotto, consistenti in una piccola villa posta sui colli di Reaglie, e due fabbriche poste nel concentrico dell'abitato con annessi beni divisi in tre distinti lotti, ed al prezzo dalla instante offerto di L. 950 pel 1, L. 7050 pel 2 e L. 4600 pel 3, il tutto come meglio appare dal relativo bando venale in data 11 corrente che unitamente alla perizia dell'ingegnere Trocelli e stati ipotecari saranno visibili nello studio del causidico sottoscritto.

Torino, 15 febbraio 1864.
Durandi p. c.

332 EDITTO.

La regia giudicatura del mandamento V in Milano, rende noto che nel giorno sei giugno 1863 sotto la parrocchia di San Giorgio in Palazzo, ebbe a mancare ai vivi Scopini Francesco *quondam* Pietro possidente senza disposizione d'ultima volontà, ed al quale vengono a succedere per legge i di lui fratelli maggiorenni Antonio ed Ambrogio Scopini ora assente e di ignota dimora.

Si eccita perciò col presente editto lo stesso signor Ambrogio Scopini ad insinuarsi nel termine di un anno a datare del presente, od a far pervenire altrimenti entro lo stesso termine la sua dichiarazione d'erede, poichè in caso contrario si procederà alla ventilazione dell'eredità in concorso degli eredi insinuati e del curatore ad esso assente, deputato nella persona dell'avvocato Anderloni Ferdinando.

Il presente sarà pubblicato ed affisso nei modi e luoghi soliti ed inserito per tre volte in tre distinte settimane a cura dell'amministratore signor Antonio Scopini nella *Gazzetta di Lombardia* ed *Ufficiale del Regno* ed intimato per notizia ai predetti signori avvocato Anderloni ed Antonio Scopini.

Milano, dalla giudicatura del mandamento V, il 19 gennaio 1864.

Il giudice
Carcano.

Intim. il 24 gennaio 1864.
536 Lampugnani usciere.

494 SUBASTAZIONE.

All'udienza di questo tribunale di circondario delli 16 marzo p. v., ore 11 di mattina, ha luogo l'incanto dei beni situati in territorio di Cervasca, nelle regioni Olmetto e Comba, descritti in mappa alli numeri 1757, 1704, sezione C, 999, 639, 814, 829, 831, 1023, 1028, sezione D, che si subastano ad instanza del sig Andrea Bramardo contro il sig. Sebastiano Parola, entrambi residenti sulle fini di Cervasca, in 5 distinti lotti ampiamente descritti e coerenziati nel relativo bando venale delli 26 corrente, al prezzo e condizioni ivi specificate.

Cuneo, 28 gennaio 1864.
Paolo Oliveri p. c.

606 SUBASTAZIONE.

Il tribunale del circondario di Novara, colla sua sentenza del 14 gennaio ultimo scorso, ordinò l'espropriazione forzata per via di subastazione, sull'instanza del signor Gioanni Fontana, degli stabili proprii delli Pietro Maria e Pasquale fratelli Frazza *) fu Gioanni Battista e delli Francesco, Antonio, Gioanni, Paolo, Gioanni Battista e Giuseppe fratelli Frazza *) fu Giuseppe, residenti in Ghemme, siti tali stabili nel territorio di Ghemme, e fissò l'udienza del giorno 11 marzo p. v. per l'incanto, alle condizioni espresse nel bando a stampa 29 precorso gennaio, autentico Picco segretario.

Novara, 4 febbraio 1864.
Avv. Tranquillino Galli p. c.

*) È *non* Frapa *come venne stampato nel numero* 40.

DA VENDERE

Una VIGNA con CASA elegantemente mobigliata, in prossimità della chiesa di Santa Margherita sui colli di questa città, strada carrozzabile. — Per le informazioni dirigersi alla Stamperia Favale. 5

764. RISOLUZIONE DI SOCIETA'.

Con privata scrittura delli 31 scorso dicembre fu risolta la società collettiva contratta il 20 febbraio 1861 tra Rosa Conti già vedova Marchetti, Stefano Conti e Bernardo Rossi per l'esercizio in questa città, d'un negozio di lanerie, cotonerie ed articoli relativi, sotto la ditta R. Marchetti e Comp., quale negozio si consolidò di nuovo nella Rosa Conti già vedova Marchetti.

Torino, 11 febbraio 1864.

610 SUBASTAZIONE.

Nel giudicio di subasta promosso dal sig. Leaval Ambrogio, residente a Lasalle, circondario d'Aosta, a pregiudicio della signora Maddalena Vittoria Cavanna, già vedova Fava, ora moglie del sig. avv. Federico Bonifacio Barbier, residente in questa città, il tribunale di questo circondario, con sua sentenza del 16 scaduto gennaio, debitamente notificata e trascritta all'ufficio delle ipoteche, autorizzava la spropriazione forzata, per via di subasta, delli stabili proprii di detta signora Cavanna, e descritti in detta sentenza, al prezzo a ciascun lotto dall'instante offerto, cioè:

Lotto 1.

Casa civile, posta nel centro della città d'Ivrea, parrocchia del SS. Salvatore, coerenti a mattina Andrina Ernesto, a mezzodì la via Palestro, a sera Straggiotti Pietro ed a notte la via dei Fiori, sotto li numeri di mappa 5709 e 5710, prezzo offerto lire 25,000.

Lotto 2.

Palco nel civico teatro, posto in prima fila, col numero primo d'ordine, prezzo offerto L. 200.

Lotto 3.

Cascina, posta sul territorio di Caravino, composta di casa colonica e n. trentadue pezze tra campi, prati, alteni e boschi, di are 1677 circa, prezzo offerto L. 5000.

Lotto 4.

Casa civile, posta nel concentrico di Caravino, con prato e giardino, pascolo e vigna, prezzo offerto L. 1500.

Lotto 5.

Quattro pezze bosco, poste nel territorio di Tina, di are 43 circa, prezzo offerto L. 80.

Fissava per l'incanto e successivo deliberamento l'udienza che sarà dallo stesso tribunale tenuta il 12 prossimo marzo, approvando le condizioni inserte nel relativo bando 28 scaduto gennaio, ove trovansi detti stabili ampiamente descritti e coerenziati.

Ivrea, li 5 febbraio 1864.
Riva caus.

723 AUMENTO DI SESTO.

Instante Francesco Ferrero di Scarnafiggi, ed a pregiudicio delli Bartolomeo e Pietro fratelli Strumia, precedenti proprietari, e delli Gioanni Battista Testa, Eugenio Rolando, D. Carlo Ingaramo, Giuseppe e Pietro fratelli Bonamico, nuovi proprietari, tutti di Ruffia, in seguito a giudicii di purgazione e di subastazione con sentenza di questo tribunale del circondario d'oggi, ebbe luogo il deliberamento dei seguenti relativi beni posti in territorio di Ruffia, cioè:

Lotto 1. Porzione di casa, di cortile e di orto, di are 2, 86, nella ruata di Piazza;

Ivi, altra porzione di casa, di cortile e di orto, di are 2, 82, 07;

Ivi, altra porzione di casa, di cortile, di orto e di sedimi, di are 4, 62, 54;

Ivi, porzione di tettoia con soppalco e sito attiguo, con cortile ed orto, di are 3, 88, 28;

Sull'offerta di L. 5940 a favore di Giovanni Balestrone, per il prezzo di L. 5950,

Lotto 2. Orto nella ruata dei Bonetti, di are 9 27, sull'offerta di lire 401.50, a favore di Marco Meja, per il prezzo di lire 411 50.

Lotto 3. Campo a Varajta, di are 26, 29, sull'offerta di L. 423 50, a favore di detto Balestrone, per il prezzo di L. 433 50.

Il termine utile per l'aumento del sesto o mezzo sesto, scade col giorno di sabbato 27 del corrente mese.

Saluzzo, li 12 febbraio 1864.
Casimiro Galfrè segr.

647 SUBASTAZIONE.

Con sentenza del tribunale del circondario di Pinerolo, in data 9 scorso gennaio, veniva in odio di Badariotto Francesca vedova Falco, Teresa e Catterina sorelle Falco, moglie questa di Francesco Gasca e quella di Carlo Armand, residenti la vedova Falco e li coniugi Gasca a Bricherasio, e li coniugi Armand, già residenti a Frossasco, ed ora di domicilio, residenza e dimora ignoti, autorizzata la vendita per subastazione forzata degli stabili da essi posseduti in territorio di Bricherasio, fissando per l'incanto l'udienza di detto tribunale delli 15 prossimo marzo, ore 1 pomeridiana.

L'incanto seguirà in un sol lotto, al prezzo dal sig. Giuseppe Moreno instante offerto di L. 990.

Lotto unico.

1. Regione ruata dei Caffari, al num. di mappa 365, casiamenti e corte di are 01, 24;
2. Regione Brune, alli numeri di mappa 747, 748, alteno di are 33, 78;
3. Regione Tagliorea, bosco al numero di mappa 502, di are 41, 15;
4. Regione via Chianaglio, campo, al n. di mappa 819, di are 20, 53;
5. Stessa regione, prato al n. di mappa 878, di are 19, 05.

Pinerolo, 8 febbraio 1864.
A. Rossetti sost. Risso p. c.

Torino, Tip. G. FAVALE e Comp.